

XXVII

TECMUN Jr.

Conseil de l'Europe

Message du président

Chefs de gouvernement, chambre, conseil, je suis vraiment ravi de pouvoir vous recevoir dans cet endroit de cordial débat et discussion, toujours présent avec l'objectif d'arriver à des solutions aux problèmes difficiles posés au long du modèle.

Ceux-ci seront trois jours d'apprentissage pour tous nous, j'en suis sûr. Je suis convaincu que la discussion des sujets importants que nous aborderons vous amènera à la réalisation de situations complexes sur le forum international. Elle vous incitera à réfléchir et, si nous avons de la chance, vous incitera à en savoir plus. Les sujets sont choisis de telle manière que l'agenda actuelle du conseil soit suivie et que votre perspective soit ouverte aux nouvelles contextes. Tous les deux, le manque de régulation dans les algorithmes d'intelligence artificielle, aussi que les crises économiques qui menacent l'union du continent, ils sont essentiels et fondamentaux aux valeurs de l'Europe. Vous devrez prouver votre sens de la pensée critique, ainsi que votre expression articulée, non seulement au conseil, mais à vous-mêmes. J'espère vraiment que cette expérience ne sera que le début d'un long chemin dans le traitement de problèmes difficiles dans des scènes ouvertes, en essayant toujours de trouver des solutions créatives et innovantes. J'espère que vous serez inspiré par le discours ouvert d'une modèle des nations unies et que vous resterez influencés lorsque vous faites face à un autre question multiforme. Une fois à TECMUN et l'expérience continuera avec vous pour le restant de vos jours. Profitez-en.

Enfin, je tiens à souligner les efforts de tout le secrétariat de cette édition de TECMUN Jr. pour organiser tel expérience et même plus important, vos participations palpitantes. Pour vous cultiver, et aux autres, à la diversité d'opinions. Comme Leo Buscaglia a judicieusement dit: "Changement est le résultat final de tout vrai apprentissage".

Merci et la meilleure des chances.

Santiago Makoszay Castañón
Président du Conseil de l'Europe
XXVII TECMUN Jr.

Antécédents du Conseil de l'Europe

Le Conseil de l'Europe (ci-après dénommée CE) est la principale organisation de défense des droits de l'homme du continent. Cette organisation intergouvernementale a été instituée le 5 mai 1949 par le Traité de Londres et a son siège officiel à Strasbourg. Il comprend 47 États membres, dont les 28 membres de l'Union européenne. Le conseil cherche, comme objectif principale, à protéger les droits de l'homme, la démocratie et l'Etat de droit tout au long du continent. La Cour Européenne des Droits de l'Homme, compris dedans le CE, contrôle la mise en œuvre de la Convention dans les États membres. Par suite, le Conseil de L'Europe est doté d'une personnalité juridique reconnue en droit internationale public.

Sujet A

Les risques d'utilisation abusive de l'intelligence artificielle (IA) et à leurs incidences négatives potentielles sur les droits de l'homme

Par: Santiago Makoszay Castañón

Arturo Ortiz Casillas

Andrea Julene Bengoa Ordóñez

José David Ángeles Ríos

Introduction

L'Intelligence Artificielle (IA) favorise le progrès dans un large éventail de domaines. Le concept n'est pas du tout nouveau et il a été dans les années 1950, grâce au mathématicien Alan Turing, que la notion a été née. Dans son livre *Computing Machinery and Intelligence*, ce dernier soulève la question d'apporter aux machines une forme d'intelligence. Il décrit alors un test aujourd'hui connu sous le nom "Test de Turing" dans lequel un sujet interagit à l'aveugle avec un autre humain, puis avec une machine programmée pour formuler des réponses sensées. Si le sujet n'est pas capable de faire la différence, alors la machine a réussi le test et, selon l'auteur, peut véritablement être considérée comme "intelligente". De Google à Microsoft en passant par Apple, IBM ou Facebook, toutes les grandes entreprises dans le monde de l'informatique planchent aujourd'hui sur les problématiques de l'intelligence artificielle en tentant de l'appliquer à quelques domaines précis. Chacun a ainsi mis en place des réseaux de neurones artificiels constitués de serveurs et permettant de traiter de lourds calculs au sein de gigantesques bases de données.

Néanmoins, le traitement automatisé des données et des modèles mathématiques soulèvent des inquiétudes croissantes. Les technologies modernes, qui reposent pour la plupart sur l'utilisation d'algorithmes et l'apprentissage automatique, déterminent déjà dans une certaine mesure l'information à laquelle nous avons accès, la formation de nos opinions et nos choix quotidiens. Il est juste de s'interroger sur le fait de savoir si une société reposant sur des modèles risquerait de devenir une société déshumanisée. Il faut faire spéciale attention aux technologies développées principalement dans le secteur privé, qui sont appliquées en l'absence d'un cadre réglementaire reconnu qui assurerait la protection des droits. Il est donc nécessaire de poursuivre le travail en vue d'identifier clairement les avantages réels qu'offre l'intelligence artificielle, les risques qui lui sont associés, et les moyens les mieux adaptés pour le Conseil de l'Europe d'agir en faveur de la prévention et de l'atténuation de ces risques.

Souvent, les risques aux droits humains suscitent à façon de données à caractère personnel qui sont exploitées sous forme de données comportementales aux fins des technologies d'apprentissage automatique. Ce sera essentiel de démarquer que les individus qui utilisent les technologies en ligne ignorent souvent ces pratiques d'exploitation, d'échange commercial et de surveillance de leurs données. Ils peuvent influencer les

préférences personnelles, contrôler l'information que nous recevons, promouvoir formes de discrimination ou de ségrégation ainsi que restreindre la légitime liberté de parole et l'auto-expression des individus.

Le développement de l'intelligence artificielle en Europe

Differement à ce que la majorité de la population penserait, l'IA est née dans l'Europe, plus précisément dans le Royaume Uni dans la décennie de 1950 après la Seconde Guerre Mondiale. Conséquemment, la Commission européenne se penche depuis longtemps sur l'intelligence artificielle et son implication potentielle dans l'avenir de la société. L'Union Européenne cherchent à faire progresser leurs études sur l'IA au profit de leurs citoyens. L'un des objectifs de l'UE est de devenir le leader mondial de la société technologique et numérique. La Commission Européenne a invité à l'industrie, aux instituts de recherche et aux autorités publiques pour lancer une phase pilote pour l'utilisation et le développement de l'IA. Et comme ça, dans la stratégie sur l'IA d'avril 2018, l'investissement pour les projets de l'IA sera porté à 20 milliards d'euros pour le prochain déclin. Les domaines dans lesquels l'UE voit de grandes possibilités sont: la santé, le traitement des données, la contribution à l'amélioration de l'efficacité et à la réduction des émissions, et l'apprentissage et l'interaction.

Un programme de santé impliquant l'IA est le projet MURAB, cette nouvelle méthode consistera à détecter le cancer du sein avec l'aide d'un robot, ce qui permettra d'obtenir un résultat plus précis et plus efficace en collectant la biopsie. Pour le traitement des données l'objectif est de développer des systèmes plus avancés avec moins de complexité. La société TRAMAN21 a pour objectif, soutenu par l'UE, de mettre en œuvre l'IA en transit en proposant de donner l'option de pilote automatique aux voitures et d'améliorer l'automatisation des véhicules et des systèmes de communication. Un projet pour l'apprentissage et l'interaction de l'IA c'est la désinformation et la vérification de fausses nouvelles. Le projet FANDANGO a été créé pour vérifier les données de différentes typologies afin de détecter les fausses nouvelles et de fournir des informations plus efficaces et plus authentiques.

L'intelligence artificielle actuellement

Actuellement, l'intelligence artificielle joue un rôle décisif à nos vies. Elle est la responsable de gérer nos affaires, de programmer nos rendez-vous, et d'administrer à travers d'algorithmes les données qu'on pourvoit sur l'Internet sur une base quotidienne. Alexa est le cas exemplaire de ces fonctions-ci, les choses deviennent plus faciles à gérer et à économiser pour les gens qui sont trop occupés dans leurs affaires.

Selon le IA Index Report de l'Université de Stanford, en 2018, les revenus globaux provenant de l'intelligence artificielle sont de 2.867 millions USD, et on calcule avec toute sécurité que ce nombre ne fera pas rien qu'accroître considérablement les prochaines décennies jusqu'à 31.236 millions USD, en 2025. Ces statistiques sont assez révélateuses de l'importance qui a l'entreprise digitale à notre société: il est très commun dans nos journées de se rapporter à une sorte d'intelligence artificielle, soit dans les pages Web, soit dans l'administration automatique des impôts, et ainsi de suite. Les entreprises ne peuvent pas survivre sans elle, tout simplement.

Mais, il y a des certaines tâches que l'intelligence artificielle est capable de faire aujourd'hui, et en quoi cela influe-t-il sur la manière dont la main-d'œuvre humaine est progressivement remplacée par la pensée informatique. D'après le US Bureau of Labor Statistics, des travaux comme des nettoyeurs, des cuisinières et serveurs, des déménageurs et ouvriers d'entrepôt, ce sont les métiers les plus probables d'être remplacés par l'automatisation informatique et par des algorithmes d'IA.

Néanmoins, cela ne signifie pas que tous les métiers seront remplacés par l'IA dans un avenir prochain. La main-d'œuvre humaine est encore très importante, et l'IA continue à être, majoritairement, une sorte d'outil qui nous aide à construire une société plus vite à répondre, plus efficace et fonctionnelle.

Les possibles risques aux droits humains

De nos jours, l'IA peut représenter un risque pour les droits humains. Celle-ci présente de grands défis en tant que une possibilité de progrès technologique puissant. Par conséquent, quelques institutions comme le centre de recherche de *New York, Data&Society*, conviennent de fonder les droits de l'homme fondamentaux pour régir et contrôler l'IA en établissant des réglementations.

Par ailleurs, un incident récent qui a eu des conséquences défavorables pour une entreprise est le dysfonctionnement d'un assistant en intelligence artificielle, qui a commencé à manifester des préjugés discriminatoires flagrants à l'égard des femmes. L'investigatrice Julia Angwin a révélé que les algorithmes peuvent être modifiés pour obtenir certains comportements, en l'occurrence le racisme. Cela pourrait poser de plus grands problèmes à l'avenir si l'utilisation de l'IA n'est pas réglementée.

Malgré que l'IA a été avantageux pour l'humanité, elle présente certains risques qui rendent nécessaire la réglementation . L'intelligence artificielle est connue pour être montrée par des machines qui, percevant l'environnement, recherchent des options qui maximisent les possibilités dans diverses tâches. Cependant, les dangers de l'intelligence artificielle ne sont pas ceux partagés par la majorités des moyens de communication.

La dépendance de l'être humain sur les machines devient de plus en plus grande et le désir d'automatiser tout, rend le risque de l'inutilité humaine encore plus grand, même dans le domaine de la manipulation. Avec tous les véhicules étant autonomes, il existe le risque de q'un bug soulève dans le logiciel. D'U à que toutes les données avec lesquelles nous alimentons les logiciels sont en fait imparfaites, l'apprentissage automatique fonctionne en formant des réseaux de neurones artificiels. Une fois que nous l'avons programmé, il est seulement visible. Ce n'est pas généralement possible d'analyser comment la machine a obtenu le résultat et donc on ne le comprend pas complètement. Un autre problème est que nous donnons peut-être trop de pouvoir sur les humains aux machines comme le 15 avril 2018 qu'une IA était sur le point de gouverner l'être humain au Japon étant la troisième candidature la plus votée.

Des machines capables de dépasser l'intelligence humaine sont également mises au point, comme dans le cas des échecs. Une machine capable de calculer 200 millions de coups par seconde a battus le champion du monde d'échecs Gari Kaspárov. Pareillement, un autre danger de l'intelligence artificielle est la collecte de données et peut se produire dans des choses plus petites et communes comme les aspirateurs électriques, ceux-ci peuvent concevoir et stocker un plan maison fait sur la base de vos mouvements et peut les partager avec d'autres applications.

Essais de régulations en Europe

Le Conseil de l'Europe joue depuis longtemps un rôle de premier plan pour aider les États membres à exploiter les possibilités offertes par l'innovation technologique tout en sauvegardant les normes établies dans la Convention européenne des droits de l'homme et d'autres instruments juridiques de référence. Il a été la première organisation internationale à veiller à ce que les lois relatives à la protection des données en Europe respectent effectivement les droits des individus. La Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel et son dernier Protocole d'amendement ont joué un rôle clé à cet égard. Le Conseil de l'Europe a également élaboré le premier instrument juridique contraignant sur la biomédecine et il a interdit le clonage humain au moyen de la Convention d'Oviedo et de ses Protocoles additionnels. La Convention de Budapest assure aujourd'hui la coordination de la lutte contre la cybercriminalité en Europe.

Depuis 2012, le Conseil de l'Europe a aussi développé d'ambitieuses Stratégies pour la gouvernance de l'internet (2012-2015 et 2016-2019), afin de répondre en temps opportun à l'évolution de l'environnement numérique. Des orientations essentielles ont été fournies aux États membres à cet égard selon le rapport du secrétaire général de Conseil.

Le Conseil de l'Europe est aussi déjà intervenu de manière proactive en abordant certaines des questions soulevées par l'intelligence artificielle. Le Comité d'experts sur les intermédiaires d'internet (MSI-NET), actif jusqu'à décembre 2017, a publié un projet de recherche dans la même année nommé étude sur les dimensions des droits de l'homme dans les techniques de traitement automatisé des données et leurs éventuelles implications réglementaires. La Commission européenne pour l'efficacité de la justice (CEPEJ) a adopté en décembre dernier une Charte éthique européenne d'utilisation de l'intelligence artificielle dans les systèmes judiciaires, qui est la première charte internationale de ce type. En février 2019 également, le Comité des Ministres a adopté une Déclaration sur les capacités de manipulation des processus algorithmiques. Le Comité directeur sur les médias et la société de l'information finalise sur le cours de 2019, un projet de recommandation sur les conséquences des systèmes algorithmiques pour les droits de l'homme, qui inclura des directives spécifiques à l'intention des États membres sur les mesures à prendre en ce domaine, notamment dans le domaine de la communication et de l'opinion publique. Le Conseil de l'Europe examine aussi les moyens d'aider les organes chargés de la protection de

l'égalité à prévenir la discrimination. Toutefois, aussi importantes que soient ces mesures, il est clair que beaucoup reste à faire puisqu'il n'existe toujours pas de cadre réglementaire reconnu protégeant les droits des individus en ce domaine.

Conclusion

Par définition, l'intelligence artificielle ne doit pas être qu'un outil qui aide à la construction technologique de la société, d'une façon telle que les inégalités sociales et la main-d'œuvre humaine sous un système oppressif ne soit pas déjà nécessaire. Mais, comme on peut regarder si on prête bien attention, ces inégalités ne disparaissent pas; et pire encore, des nouvelles formes d'oppression sont en train d'apparaître, un nouveau joug aux marchés et à la compétition injuste se présentent, de plus en plus, comme les nouveaux critères d'abandon de formes de sociétés plus humanitaires et plus justes.

Il en est ainsi de nos jours, en lieu d'avoir un moyen plus sûr de travail, une forme plus privée de gérer la vie privée, que les gens expérimentent des violations massives de l'intimité, de plus grandes inégalités et un bombardement plus sauvage de la publicité partout (le *marketing* personnalisée se soutient souvent à transgresser l'intimité des personnes publiques). Donc, il n'est pas étonnant que les gens autour du monde aient de plus en plus peur de la technologie. Elle est utilisée de manière tout à fait inappropriée et par des personnes qui ne cherchent qu'à réaliser des gains, et non à développer davantage des capacités humaines de sécurité et de droits de l'homme.

C'est la raison pour laquelle notre responsabilité réside justement à faire de la technologie de l'IA, un moyen sûr entre les gens et leurs alentours, un protecteur (et pas un agresseur) de la vie privée, un améliorateur de la médecine, etc. Si les états ne se compromettent pas à réguler le développement de l'IA à travers de mécanismes internationaux, ce sera inévitable le chaos et le désordre futur dans tous les secteurs de l'activité humaine.

Références

1. Bastien, L. (2019). Réseau de neurones artificiels : qu'est-ce que c'est et à quoi ça sert ?. Récupéré le 24 juillet de 2019, de LE BIG DATA. Web. <<https://www.lebigdata.fr/reseau-de-neurones-artificiels-definition>>
2. Boujema, N. (2019). Quelle intelligence artificielle l'Europe veut-elle ? Récupéré le 24 juillet de 2019, de Le Monde. Web. <https://www.lemonde.fr/sciences/article/2019/01/09/quelle-intelligence-artificielle-l-europe-veut-elle_5406972_1650684.html>
3. CBINSIGHTS. (2017). AI Will Put 10 Million Jobs At High Risk — More Than Were Eliminated By The Great Recession. Récupéré le 2 de juillet de 2019, de CBInsights. Web: <<https://www.cbinsights.com/research/jobs-automation-artificial-intelligence-risk/>>
4. Columbus, L. . (2018). 10 Charts That Will Change Your Perspective On Artificial Intelligence's Growth. Récupéré le 2 de juillet de 2019, de Forbes. Web.<<https://www.google.com/amp/s/www.forbes.com/sites/louiscolombus/2018/01/12/10-charts-that-will-change-your-perspective-on-artificial-intelligences-growth/amp/>>
5. Commission Européenne. (2019). Intelligence Artificielle. Récupéré le 24 juillet de 2019, de Commission Européenne. Web. <https://ec.europa.eu/commission/news/artificial-intelligence-2019-apr-08_fr>
6. Conishiwa. (s.d.). Le Test de Turing. Récupéré le 24 juillet de 2019, de CONISHIWA. Web. <<https://www.conishiwa.org/zones/projets/ia/turing.htm>>
7. Conseil de l'Europe. (2019). Conseil de l'Europe et intelligence artificielle. Récupéré le 24 juillet de 2019, de Conseil de l'Europe. Web. <<https://www.coe.int/fr/web/artificial-intelligence/home>>
8. Elsayed-Ali, S. (2018). Nouveaux principes des droits humains sur l'intelligence artificielle. Récupéré le 24 juillet de 2019, de OpenGlobalRights. Web.

<<https://www.openglobalrights.org/new-human-rights-principles-on-artificial-intelligence/?lang=French>>

9. Futura. (s.d.). Intelligence artificielle. Récupéré le 2 de juillet de 2019, de FUTURA TECH. Web. <<https://www.futura-sciences.com/tech/definitions/informatique-intelligence-artificielle-555/aQK>>

10. Gavois, S. (2017). Un rapport européen épingle les risques de l'intelligence artificielle. Récupéré le 24 juillet de 2019, de NEXT INPACT. Web. <<https://www.nextinpact.com/news/104319-un-rapport-europeen-epingle-risques-lintelligence-artificielle.htm>>

11. Guillaud, H., de la Porte, X., Sussan, R. (2019). Intelligence artificielle : des limites de l'éthique aux promesses de la régulation. Récupéré le 24 juillet de 2019, de Le Monde. Web. <<https://www.lemonde.fr/blog/internetactu/2019/05/15/intelligence-artificielle-des-limites-de-lethique-aux-promesses-de-la-regulation/>>

12. Jagland, T. (2019). RELEVER LES DÉFIS À VENIR – RENFORCER LE CONSEIL DE L'EUROPE. Conseil de l'Europe, Comité des Ministres. Strasbourg: Éditions du Conseil de l'Europe.

13. Lefaix, É. (2018). Intelligence artificielle et Europe : une histoire qui s'accélère. Récupéré le 24 juillet de 2019, de SiècleDigital. Web. <<https://siecledigital.fr/2018/10/03/intelligence-artificielle-et-europe-une-histoire-qui-saccelere/>>

14. Léonard, T., Guerguinov, O., Salovic, B. (2019). Intelligence artificielle : l'Europe a une feuille de route. Récupéré le 24 juillet de 2019, de Droit & Technologies. Web. <<https://www.droit-technologie.org/actualites/intelligence-artificielle-leurope-a-une-feuille-de-route/>>

15. Ouest-France. (2018). Japon. Une Intelligence artificielle se présente aux municipales. Récupéré le 12 juillet de 2019, de ouest france. Web. <<https://www.ouest-france.fr/monde/japon/japon-une-intelligence-artificielle-candidate-aux-municipales-5702366>>

Glossaire

A

Algorithme: Ensemble des règles propres à un calcul

Automatisation: Emploi de machines, d'automatismes.

B

Bug: Il est un défaut de conception d'un programme informatique à l'origine d'un dysfonctionnement.

L

Logiciel: Ensemble des programmes et des procédures nécessaires au fonctionnement d'un système informatique.

N

Neurones artificiels: Il est un système informatique s'inspirant du fonctionnement du cerveau humain pour apprendre.

T

Transgresser: Passer par-dessus (un ordre, une obligation, une loi).

Sujet B

Formes de stabilisation de l'euro en concernant les aspects inflationnistes et de pouvoir acquisitif face aux crises grecque, portugaise et italienne depuis 2010

Par: Santiago Makoszay Castañón

Arturo Ortiz Casillas

Andrea Julene Bengoa Ordóñez

José David Ángeles Ríos

Introduction

L'euro a fait l'objet de débats houleux: qu'il s'agisse de l'outil idéal pour unifier les économies européennes ou encore d'un autre préjudice pour le développement adéquat de ses États membres. Il a été un sujet controversé entre banquiers, économistes, politologues et les activistes. Récemment, l'inflation a augmenté sans cesse et rapidement; le chômage monte en flèche et les banques sont incapables de gérer les crises financières dans le secteur des prêts hypothécaires. Tous ces phénomènes sont observés de manière plus radicale en Grèce, au Portugal et en Italie, où, parallèlement à l'instabilité politique et sociale, la situation économique semble sombre et assez compliquée à gérer.

Antécédentes

En 1993, le Traité de Maastricht eut lieu en Europe avec le but d'avoir une devise commune aux plusieurs états européens (sans inclure le Royaume-Uni et le Danemark). L'euro est né officiellement le 1 janvier 1999, après beaucoup de négociations et discussions entre les pays impliqués. Les pièces et billets commencèrent à circuler le 2002, et rapidement les nations européennes remplacèrent leurs devises avec cela; depuis le Traité de Lisbonne, qui finalement mit en place l'Eurogroupe, l'euro aura l'autorité politique et économique aux côtés du Banque centrale européenne

Plusieurs économistes n'étaient pas sûrs de la mise en œuvre de l'euro (comme Joseph Stiglitz et Paul Krugman), car cela impliquerait une réorganisation économique et financière à grande échelle et des émissions monétaires excessives qui auraient très probablement entraîné du chômage et un déséquilibre social. Néanmoins, au cours des cinq premières années, l'euro se révélerait être une monnaie performante et assez stable malgré la concurrence monétaire. L'industrie manufacturière en Allemagne connaîtrait une croissance de 27%; le PIB en Europe (en général) augmenterait de 25%; et dans l'ensemble, la France, l'Italie et l'Espagne entreraient dans leur "période de stabilité".

Malgré tout, l'euro connaîtrait sa première grande récession en 2008, avec l'arrivée de la crise financière de 2008, qui avait débuté en 2007 avec une crise du marché des prêts hypothécaires à risque aux États-Unis et une crise bancaire internationale majeure avec l'effondrement des banques d'investissement. Cela s'est avéré fatal pour la stabilité économique européenne, comme nous le verrons bientôt.

Contexte

D'après l'indice des prix à la consommation de la Banque centrale européenne, les prix en 2018 sont majeurs de 10,94% à la moyenne de 2010. L'euro enregistra un taux d'inflation moyen de 1,31% par an à travers de cette période, ce qui signifie que la valeur réelle du dollar a diminué. C'est à dire que 1 euro en 2010 équivaut en pouvoir à environ 1,11 euro en 2018, soit un écart de 0,11 euro sur 8 années.

Dû à la crise économique et financière mondiale de 2008 (causée aux États-Unis avec les difficultés rencontrées par les ménages américains à faible revenu pour rembourser les crédits qui leur avaient été consentis pour l'achat de leur logement), l'euro eut sa première récession: l'activité économique a été projeté rétrécir par 4% en 2009 (PIB réel). De plus, le chômage monta en flèche: il augmenta à 7,5%, seulement dans la zone euro. Accélération du niveau d'endettement, des déficits structurels et des pertes en capital importantes ont constitué la chute de la crise de la dette.

Ainsi, la Grèce (à côté de l'Italie et du Portugal, mais dans une moindre mesure) tomba dans une crise économique dont elle n'est pas encore sortie. Maintenant, le taux de chômage en Grèce est de 18,1% (le plus haut dans la zone euro); au Portugal, de 6,6%; et en Italie, de 9,9%. Aussi, la dette publique de ces pays-ci vit une augmentation sans précédent: 176,1% du PIB (2017) en Grèce; 131,2% du PIB (2017) en Italie; 124,8% du PIB (2017) au Portugal. Ces nations sont, donc, les plus endettées publiquement dans la zone euro, en devant 341,5 milliard d'euros en tout.

Ces conséquences dramatiques ont également eu une influence sur les soulèvements politiques dans ces pays, notamment en Grèce (avec Syriza) et en Espagne (avec Podemos), où les partis politiques de gauche évoquent dans des forums et des assemblées plénières les injustices des "autocrates de Bruxelles". Ces groupes sociaux cherchent maintenant de nouvelles façons d'interagir avec l'euro, même s'ils envisagent de quitter l'Union Européenne dans son ensemble (les Grecs et les Européens discutent donc des probabilités viables d'un "Grexit", à l'image du Brexit). Parallèlement, les partis politiques de gauche sont de plus en plus populaires au Portugal, comme le Parti communiste portugais et du Bloc de gauche, qui en se basant sur les théories marxistes-léninistes du capitalisme et du socialisme, s'accordent

sur l'abandon de l'euro (qu'ils considèrent comme un outil supplémentaire de domination capitaliste et encerclement).

Néanmoins, la situation en Italie est tout le contraire: il y a un nationalisme croissant et des mouvements politiques de type fasciste qui sillonnent la société italienne, avec une "résurrection" planifiée du fascisme de style Mussolini en Italie. La Grèce a également vu ses renaissances néo-nazies dans des liaisons politiques comme Aube Dorée, avec d'intenses sentiments xénophobes et anti-euro. Ces groupes de droite n'étaient pas aussi populaires avant l'euro, mais depuis sa mise en œuvre économique officielle en 2002, le spectre politique se polarise de plus en plus en opposés extrêmes, comme ce fut le cas en Allemagne dans la période entre les deux guerres mondiales.

Les effets de l'existence de l'euro et d'un marché commun dans la région

La création d'une monnaie commune dans la région, l'euro, a représenté un moyen d'unification. Il a permis de faciliter les relations commerciales entre les pays européens et de renforcer un des marchés uniques plus grands du monde, aussi que promouvoir la coopération. Économiquement, il s'agit d'un mécanisme qui a éliminé les risques de fluctuation et les frais de change, établissant une économie stable entre les pays membres.

Les avantages de l'euro sont très variés et se font sentir à différents niveaux, depuis les particuliers et les entreprises jusqu'aux économies entières. Ils englobent: un plus grand choix et des prix stables pour les consommateurs et les citoyens; une plus grande sécurité et davantage de débouchés pour les entreprises et les marchés; une stabilité économique et une croissance plus fortes; des marchés financiers mieux intégrés; une présence renforcée de l'UE dans l'économie mondiale; un signe tangible de l'identité européenne.

Avant l'euro, la nécessité de procéder à des échanges de devises entraînait des surcoûts, des risques et un manque de transparence dans les transactions transfrontières. Grâce à la monnaie unique, les activités commerciales dans la zone euro sont plus rentables et moins risquées. Par ailleurs, le fait de pouvoir comparer facilement les prix encourage tous les types d'échanges et d'investissements transfrontières, depuis les consommateurs individuels recherchant les produits les moins chers, aux entreprises achetant des services au prix le plus avantageux et aux grands investisseurs institutionnels, qui peuvent investir plus efficacement dans la zone euro sans subir le risque de fluctuation des taux de change.

La monnaie unique rend la zone euro attrayante pour les entreprises des pays tiers et stimule ainsi le commerce et l'investissement. Par ailleurs, une gestion économique prudente fait de l'euro une monnaie de réserve intéressante pour les pays tiers et confère à la zone euro un plus grand poids sur la scène économique mondiale. Aussi, leur rendent plus résistante aux chocs économiques extérieurs sans subir de pertes d'emplois ou un ralentissement de la croissance.

Ces avantages sont atteints par la bonne gestion de l'économie de la zone euro dans le cadre des règles du traité et du Pacte de Stabilité et de Croissance (PSC), qui constitue un élément central de l'Union Économique et Monétaire (UEM).

Pour les autorités européennes, la crise serait essentiellement due à l'imperfection des institutions nationales des pays touchés. Les politiques engagées dans ces pays pour y répondre ont donc consisté à corriger ces imperfections en réformant profondément leurs institutions nationales dans une marche vers l'équilibre budgétaire et l'amélioration de la compétitivité. En revanche, autres soutiennent à l'inverse: les origines de la crise sont à trouver dans le fonctionnement même du marché unique. En organisant l'économie européenne autour des principes d'une libre concurrence et en favorisant la circulation des facteurs de productions mobiles, le marché unique a renforcé les mécanismes d'agglomération, entraînant une polarisation industrielle au bénéfice des pays du cœur de l'Europe, avec pour conséquence l'accélération de la désindustrialisation des économies périphériques. Les politiques menées depuis 2010 dans les pays en crise n'ont de fait pas permis de corriger les déséquilibres économiques de la zone euro. Il apparaît donc que seule une remise en cause profonde des règles qui organisent le fonctionnement du marché unique européen serait susceptible d'enrayer la dynamique de divergence actuelle des économies européennes.

L'euro et les aspects inflationnistes et de pouvoir acquisitive

L'économie grecque, portugaise et italienne étaient paralysées par la dette. L'une des conséquences de cette stagnation est la perte de recettes fiscales, qui a entraîné des déficits publics élevés. La Grèce, le Portugal et l'Italie n'ayant pas de monnaie propre en utilisant l'euro, ne peuvent pas la dévaluer, c'est pourquoi leur compétitivité ne s'améliore pas. L'union monétaire posait de sérieux dilemmes aux pays du sud de l'Europe.

Avant le Traité de Maastricht, ou aussi connu sous le nom de Traité sur l'Union Européenne, des dévaluations périodiques avaient été opérées pour abaisser le coût des produits face à la concurrence étrangère. L'objectif du Traité de Maastricht est d'intégrer la Communauté Européenne dans une matière politique et juridique aux traités en vigueur tels que le Traité Instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), le Traité Instituant la Communauté Européenne de l'énergie atomique (EURATOM) et le Traité Instituant la Communauté Économique européenne (TCEE). La stratégie de l'Union monétaire au sud de l'Europe a été de réduire le coût du capital lorsque les investisseurs du nord de l'Europe cherchaient un endroit où investir leurs excédents commerciaux croissants.

La Banque centrale européenne a pour principal objectif de maintenir la stabilité des prix correspondant à la convergence durable de l'inflation générale à un niveau inférieur mais proche de 2% à moyen terme. L'inflation générale est un indicateur à court terme, alors que l'inflation sous-jacente est meilleure à moyen terme, ces mesures sont prises en compte pour déterminer l'évolution de l'économie de la zone euro et d'autres économies. Cela est dû à la crise de la dette de la zone euro en 2011, qui a entraîné un chômage, une croissance zéro des salaires et une méfiance des entreprises et des consommateurs. Les mesures prises par les gouvernements et leurs banques centrales pendant la crise ont été les suivantes : alignement sur la politique monétaire, mise en œuvre d'une stratégie de soutien au crédit, ajustement de la politique budgétaire et soutien au système financier.

En 2015, l'économie de la zone euro s'est amélioré grâce au développement de la demande intérieure et à l'augmentation de l'inflation. Toutefois, l'augmentation de l'inflation des services dépendait de l'amélioration des salariés, ce qui entraînait un chômage. Pour contrer l'inflation et la maintenir au-dessous de 2 %, les actions nécessaires sont : baisser le taux d'intérêt, avoir une réserve auprès des banques centrales nationales et effectuer des opérations sur le marché ouvert comme achats et ventes de titres. Les chiffres de l'inflation annuelle pour 2018 par rapport à ceux de 2019 ont été maintenus à la marge proposée de 2 %. En février 2019, les pays : la Grèce, le Portugal et l'Italie ont augmenté un taux d'inflation annuel minimal en raison de l'augmentation du coût de l'énergie et des services.

Situation économique des pays plus affectés

République hellénique

Elle reçoit 240 milliards pour couvrir 76% de leur dette. La crise économique grecque commence dès les années 1980, et bien qu'elle ait plusieurs causes, les principales sont: des intérêts trop élevés pour les créanciers, des dépenses militaires excessives, la recapitalisation des banques privées dans les états et défaillances dans la conception de la zone euro qui ont causé des déséquilibres internationaux. Après l'unification de l'euro, les banques privées européennes et les banques grecques ont augmenté la dette privée en Grèce et, après avoir eu des titres de dette inexacts, elles ont encouragé des transactions pour cacher des millions d'euros de dettes au gouvernement européen. Cela a créé une méfiance à l'intérieur du pays et a provoqué l'effondrement des différentiels de rendement des obligations et de la Bourse d'Athènes. Après plusieurs catastrophes à la bourse grecque, la Grèce a demandé un renflouement financier, et c'est ainsi qu'elle est devenue le premier pays à recevoir 110 milliards de dollars et une vague de soutien international. La Grèce a maintenant un programme de réduction des dépenses publiques d'emploi, de déréglementation de l'emploi privé et de changements structurels.

République portugaise

Le Portugal est entré et sorti de la crise économique en réduisant de 7,4 pourcent son chômage et en remboursant la majeure partie de sa dette à la commission européenne et à la Banque Centrale Européenne, mais son déficit du produit intérieur brut reste dans la limite de 3 pourcent pour adhérer au Pacte de Stabilité et de Croissance de l'Union européenne. Les salaires des entreprises ont été augmentés, le salaire minimum a été relevé de 23 euros et certains droits d'accise ont été suspendus, les retraités ont également été augmentés.

Italie

L'Italie est plongée dans la crise économique depuis plusieurs années et, depuis 2016, elle risque de ne plus être l'une des puissances économiques mondiales alors que l'Espagne a un revenu par habitant plus élevé. Le plus grand problème de l'Italie en ce moment sont certainement au sujet de la croissance du pays. Un autre problème est la croissance constante de leur dette depuis 1992 et la dette publique qui continue de croître régulièrement et bien que les accords du Traité de Maastricht disent que la dette du projet intérieur brut ne peut pas être plus élevée que 60 pourcent, l'Italie a seulement réussi à le réduire à 9,8 pourcent

Royaume d'Espagne

La crise économique de l'Espagne a débuté en 1988 lorsque son président José Maria a mis en place la loi foncière qui consiste à augmenter les terrains à bâtir et à réduire les prix. En 1999, a été l'unification de la monnaie et en 2000, la banque européenne a artificiellement baissé les taux d'intérêt, ce qui a rendu l'emprunt beaucoup moins cher et quand le prix de quelque chose de faible augmente la demande. Si le prix du sol était bas et qu'ils accordent un crédit assez facile, le plus simple était de construire, cela a créé des millions d'emplois. Ce qui a déclenché la crise économique, c'est que les ouvriers pouvaient emprunter à la banque pour acheter une voiture, une maison et plus de choses. Toutes ces dépenses génèrent une augmentation de la demande dans d'autres secteurs, les entreprises augmentent le personnel et à leur tour génèrent plus de demande dans d'autres secteurs. Tous les travailleurs pouvaient demander le crédit les entreprises ont commencé à profiter de la même manière, ce qui a fait que les caisses et banques espagnoles n'avaient pas assez de liquidités pour la demande de crédit, leur solution a été d'emprunter à la France et à l'Allemagne, ce qui a réduit le taux de chômage. En six ans, l'Espagne a construit plus de 4,6 millions de logements et est également l'un des pays qui compte le plus grand nombre de cimetières architecturaux. En raison de la crise du crédit aux États-Unis, les banques ont cessé de se faire confiance et ont coupé les flux de crédit, ce qui a entraîné la fermeture de milliers d'entreprises et le licenciement massif d'employés, grâce au traité de Lisbonne, la banque nationale espagnole ne peut pas prêter directement de l'argent à l'état espagnol, l'argent ne peut arriver que par la banque privée, la BCE a donc prêté à des banques privées avec un taux d'intérêt de 0,05 et l'a prêté à l'état espagnol avec 5% d'intérêt. La banque espagnole perd ainsi 10% de son budget annuel, ce qui les a obligés à modifier la constitution espagnole pour que la dette soit payée d'abord, puis les services sociaux, le problème est que les revenus de l'Espagne ne sont pas suffisants pour rembourser la dette et donc pour les réduire santé, l'éducation, les pensions et pourtant ce n'est pas assez pour rembourser la dette, donc pour payer les 150 milliards de dollars, ils demandent une autre dette et pour rembourser cette dette ils en demandent une autre.

Références

1. Anonymous (2014). La dette publique de la zone euro recule pour la première fois depuis 2007. Récupéré le 12 juillet de 2019, de Les Echos. Web. <<https://www.lesechos.fr/2014/01/la-dette-publique-de-la-zone-euro-recule-pour-la-premiere-fois-depuis-2007-288800>>
2. Anonymous (2015). Dette de la Grèce: Combien doit Athènes, et à qui? Récupéré le 12 juillet de 2019, de 20 Minutes. Web. <<https://www.20minutes.fr/monde/1649783-20150710-dette-grece-combien-doit-athenes>>
3. Anonymous (2019). Dette : vers un nouveau bras de fer entre l'Italie et Bruxelles. Récupéré le 12 juillet de 2019, de Le Point. Web. <<https://amp.lepoint.fr/2317125>>
4. Anonymous (2019). Euro Inflation Calculator. Récupéré le 12 juillet de 2019, de CPI Inflation Calculator. Web. <<http://www.in2013dollars.com/2010-euro-in-2018?amount=1>>
5. Ciccarelli, M. & Mojon, B. (2010). Inflación mundial y de la zona euro. Juliet 13, 2019, de Banco Central Europeo. Web. <<https://www.ecb.europa.eu/press/key/date/2015/html/sp151204.es.html>>
6. Commission européenne. (s.d.). Les avantages de l'euro. Récupéré le 12 juillet de 2019, de Commission européenne. Web. <https://ec.europa.eu/info/about-european-commission/euro/benefits-euro_fr>
7. Guerin C. (2019). Que peut-on dire de l'inflation dans la zone euro ? Récupéré le 12 juillet de 2019, de Investors Corner. Web. <<https://investors-corner.bnpparibas-am.com/fr/thought-leadership-fr/evenements-recents/inflation-zone-euro/>>
8. Mateo Tomé, J. P. (2012). La gran recesión y los desequilibrios de la integración monetaria europea. Récupéré le 12 juillet de 2019, de Research Gate. Web. <https://www.researchgate.net/figure/Fuente-Bureau-of-Labor-Statistics-2012_fig3_277665259>

9. Moslares C.. (2010). La Unión Europea en Crisis: 2008-2009. Récupéré le 12 juillet de 2019, de SciELO. Web. <http://www.scielo.org.mx/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S0301-70362010000200001>
10. Naumann, R. (2019). A left-wing success story. Récupéré le 12 juillet de 2019, de International Politics and Society. Web. <<https://www.ips-journal.eu/regions/europe/article/show/a-left-wing-success-story-3339/>>
11. O'Grady, S. (2018). Before our eyes, Italy is becoming a fascist state. Récupéré le 12 juillet de 2019, de Independent. Web. <<https://www.independent.co.uk/voices/italy-fascist-policies-march-rome-matteo-salvini-donald-trump-a8586711.html?amp>>
12. Vasilopolou, S. (2015). The Golden Dawn's 'Nationalist Solution': Explaining the Rise of the Far Right in Greece. Springer.
13. Žižek, S. (2017). El coraje de la desesperanza. México: Anagrama.

Glossaire

A

Acquisitif: Qui concerne l'acquisition.

C

Chômage: Inactivité forcée (des personnes) due au manque de travail, d'emploi.

Concurrence: Rapport entre producteurs, commerçants qui se disputent une clientèle.

Créancier: Titulaire d'une créance ; personne à qui de l'argent est dû.

E

Entraîner: Emmener de force avec soi.

H

Houleux: Agité par des mouvements collectifs.

I

Inflation: Elle désigne une augmentation durable, générale, et auto-entretenu des prix des biens et des services.

Inflationniste: Qui a pour effet ou qui risque de provoquer l'inflation de la monnaie, c'est-à-dire une hausse généralisée des prix résultant d'un excédant decapitaux ou de billets de banque dans le système monétaire d'un pays, avec un risque de perte de valeur de la monnaie.

R

Récession: Régression, ralentissement de l'activité économique.

S

Surcoût: Coût supplémentaire.